



Département de la GIRONDE
Arrondissement de Blaye

MAIRIE
de
CUBZAC LES PONTS
33240 CUBZAC LES PONTS
Téléphone : 05 57 43 02 11
Télécopie : 05 57 43 92 47
Email : mairie@cubzaclesponts.fr
Site : www.mairie-cubzaclesponts.com



Envoyé en préfecture le 31/08/2021
Reçu en préfecture le 31/08/2021
Affiché le - 1 SEP. 2021
ID : 033-213301435-20210830-2021_58-DE

Délibération n° 2021 – 58
Lundi 30 août 2021

L'an deux mille vingt et un, le trente du mois d'août à dix-huit heures trente minutes, s'est réunis en un lieu extraordinaire de leurs séances habituelles, les membres du Conseil municipal de la Commune de Cubzac-les-Ponts, sous la présidence de M. Alain TABONE, Maire de Cubzac-les-Ponts dûment convoqués le vingt-trois août deux mille vingt et un.

Présent(s) : Alain TABONE - Gérard BAGNAUD - Nadia BRIDOUX-MICHEL - Jean-Pierre PRAT - Maribel SOARES - Cyril CHERIGNY - Hélène BURESI - Michel BARSE – Elodie KOPF– Elvira MOMMERT - Jean-Roger THUILLIAS – Nathalie TRIGANT – Mathieu OLIVEIRA - Isabelle BERNADET – Vincent TRISTRAM – Benoit DULAU – Corinne JEANDONNET

Formant la majorité des membres en exercice.

Procurations : Johann PETIT procuration à Alain TABONE

Absent(s) excusé(s) : Johann PETIT

Le Secrétaire de séance (art. L.2121-15 du CGCT) : Cyril CHERIGNY

**DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN POSTE DANS LE CADRE DU
DISPOSITIF DU PARCOURS EMPLOI ET COMPETENCES (PEC)
ENTRETIEN DES BÂTIMENTS COMMUNIAUX ET AIDE RESTAURATION**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu Circulaire n° DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018 relative au parcours emploi compétence et aux fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi,

Vu l'arrêté R75-2021-04-30-00001 fixant le montant de l'aide de l'Etat des Contrats Uniques d'insertion Parcours Emploi et Compétences et son annexe n°1,

Le Conseil municipal,

Monsieur le Maire rappelle que :

Le dispositif du parcours emploi et compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat. Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi au regard d'un taux fixé par arrêté de Région conformément à l'annexe n°1 de l'arrêté R75-2021-

04-30-00001 fixant le montant de l'aide de l'aide de l'Etat des Contrats Uniques d'insertion Parcours Emploi et Compétences.

A ce jour, la collectivité a un besoin de personnel au sein du service Vie scolaire pour réaliser l'entretien des bâtiments communaux et aider à la restauration collective sur le temps de pause méridien. Le dispositif PEC permet de mettre en place un recrutement et un accompagnement de l'agent, en appuyant sur le volet formation, qui permet à ce dernier de monter en compétence tout en étant source pour la commune d'une exonération de charges sociales.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 24 heures par semaine modulables, la durée du contrat est de 6 mois avec la possibilité de renouvellement et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC. La circulaire n°2012-20 du 2 novembre 2012 (relative aux emplois d'avenir et prise en référence pour le cadre juridique du PEC) précise que les employeurs devront s'assurer que la **rémunération proposée respecte « la grille applicable pour un poste similaire »**.

Monsieur le Maire propose de créer 1 emploi dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- **Poste** : Entretien des bâtiments communaux et aide à la restauration collective
- **Durée du contrat** : 6 mois,
- **Durée hebdomadaire de travail** : 24 heures,
- **Rémunération** : 10,25€ / heures (SMIC),
- **Taux fixé par arrêté de Région** : 30,00%,

et de l'autoriser à intervenir à la signature de la convention avec l'intéressé recruté et le service public de l'emploi, ainsi qu'à signer l'ensemble des pièces contractuelles.

Monsieur le Maire entendu,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer 1 poste dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :
 - **Poste** : Entretien des bâtiments communaux et aide à la restauration collective
 - **Durée du contrat** : 6 mois,
 - **Durée hebdomadaire de travail** : 24 heures,
 - **Rémunération** : 10,25€ / heures (SMIC),
 - **Taux fixé par arrêté de Région** : 30,00%,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour ce recrutement.

Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour, au siège de la collectivité.

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Le Maire,

Alain TABONE